

Analyse d'impact de la réglementation

L'analyse d'impact de la réglementation (AIR) est le processus systématique d'identification et de quantification des avantages et des coûts susceptibles de découler des diverses options (réglementaires ou non) pouvant être envisagées par les pouvoirs publics lorsqu'ils souhaitent mener une politique. Les pays appliquent tout un éventail de techniques analytiques dans le cadre de ce processus d'AIR, y compris une analyse coûts-bénéfices, une analyse du rapport coût-efficacité et une analyse multicritères. L'AIR constitue un outil essentiel pour garantir la qualité des nouveaux textes grâce à un processus de décision fondé sur des données probantes. Un système d'AIR performant peut contribuer à la cohérence de l'action publique en assurant la transparence des arbitrages inhérents à tout projet de texte. L'AIR permet de mieux utiliser les données probantes dans l'action publique et de limiter les échecs dus à l'adoption de textes ne répondant pas à un besoin véritable ou, à l'inverse, à l'absence de texte là où une réglementation serait clairement nécessaire. Le processus favorise l'intégrité et la confiance dans la réglementation, car il renforce la transparence et la responsabilité en dévoilant le processus d'élaboration des textes. Toutefois, et bien qu'il s'agisse de l'un des outils les plus prisés à l'échelle internationale dans le cadre de la politique réglementaire, une mise en œuvre efficace de l'AIR reste difficile dans bien des cas. Les difficultés tiennent, par exemple, à l'écart qui existe entre les mandats officiels en matière d'AIR et les pratiques sur le terrain, ou encore au nombre limité de pays qui veillent à ce qu'un texte se traduise par un avantage net pour la société (tableau 8.5).

Les données d'enquête montrent que la majorité des pays de l'OCDE exigent la réalisation d'une AIR dans un document juridique ou officiel et, de plus, réalisent bel et bien cette AIR. Il existe toutefois des pays qui, tout en exigeant une AIR dans un document juridique ou officiel, ne réalisent pas systématiquement cette AIR (tableau 8.5). Ce phénomène est particulièrement marqué pour les textes réglementaires. Alors que l'AIR est la pierre angulaire d'une action publique fondée sur des données probantes et l'un des outils les plus recommandés par l'OCDE ces 20 dernières années en matière de politique réglementaire, il reste difficile d'assurer sa mise en œuvre uniforme dans tous les pays de l'OCDE.

Des textes de qualité sont censés bénéficier à la collectivité dans son ensemble. Dans le même temps, tout texte entraîne des coûts : coûts pour sa mise en œuvre et son respect, charges administratives et distorsions potentielles sur d'autres marchés. L'un des principaux objectifs de l'AIR consiste à aider les pays à concevoir et à mettre en œuvre des textes qui justifient leurs coûts parce qu'ils contribuent à la richesse globale de la société grâce aux avantages nets qu'ils procurent. Les pays membres de l'OCDE ont pour habitude d'identifier les avantages et les coûts des projets de textes dans le cadre de l'AIR. Toutefois, seule une petite minorité (34 % environ) des pays de l'OCDE, dont le Mexique et Royaume-Uni, veillent à ce que les avantages procurés par les textes soient supérieurs à leurs coûts (tableau 8.5). Dans bien des cas, cette lacune s'explique par l'absence des ressources humaines et financières nécessaires pour surmonter les difficultés méthodologiques liées à la réalisation d'une analyse coûts-avantages. Ce constat signifie aussi peut-être que l'AIR est essentiellement employée pour déterminer quels sont les projets de textes les moins coûteux.

Quoi qu'il en soit, il faudrait déployer beaucoup plus d'efforts pour identifier systématiquement les avantages et donc améliorer fondamentalement l'utilisation de l'AIR.

L'une des recommandations principales de l'OCDE pour un système d'AIR efficace est d'instaurer un organe chargé de contrôler la qualité des AIR effectuées par les ministères sectoriels et les régulateurs. Un organisme de contrôle du processus AIR a été mis sur pied dans la majorité des pays de l'OCDE (tableau 8.6). Toutefois, dans un nombre non négligeable de cas, ces organismes ne peuvent pas encore jouer un rôle de « gardien du temple » de la qualité des textes, car ils n'ont pas la possibilité de renvoyer les AIR, avec le projet de texte correspondant, au ministère ou au régulateur concerné lorsqu'ils les jugent insuffisants ou non conformes aux principes réglementaires. L'un dans l'autre, la question de l'efficacité des systèmes d'AIR s'agissant de garantir le bien-fondé des textes mis en œuvre reste ouverte.

Méthodologie et définitions

Les indicateurs sont basés sur les réponses à l'enquête 2014 de l'OCDE sur les indicateurs réglementaires, pour tous les pays membres de l'OCDE ainsi que pour la Commission européenne. Les réponses ont été fournies par des délégués auprès du Comité de la politique de la réglementation de l'OCDE et par des responsables de l'administration centrale. Les données concernent uniquement les projets de textes législatifs et réglementaires à l'initiative du pouvoir exécutif. Les questions portant sur les textes législatifs sont sans objet pour les États-Unis, étant donné que le pouvoir exécutif américain n'est jamais à l'initiative des textes législatifs.

Les textes législatifs sont ceux qui doivent être adoptés par le parlement, tandis que les textes réglementaires peuvent être adoptés par le chef du gouvernement, un ministre ou le Conseil des ministres – c'est-à-dire par une autorité autre que le parlement.

Pour en savoir plus

OCDE (à paraître), *Perspectives de la politique de la réglementation* 2015, OCDE, Paris.

OCDE (2014), *Travaux de l'OCDE sur l'analyse d'impact de la réglementation*, www.oecd.org/gov/regulatory-policy/ria.htm.

OCDE (2012), *Recommandation du Conseil concernant la politique et la gouvernance réglementaires*, OCDE, Paris, www.oecd.org/fr/gov/politique-reglementaire/recommandation-de-2012.htm.

Note relative aux tableaux

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.


8. LA GOUVERNANCE DE LA RÉGLEMENTATION

Analyse d'impact de la réglementation

8.5. AIR – Exigences formelles, pratiques et évaluation des coûts et des avantages (2014)

	Obligation de réaliser une AIR pour éclairer l'élaboration des:		Réalisation effective d'une AIR pour éclairer l'élaboration des:		Obligation pour l'auteur du texte de déterminer les coûts du nouveau texte		Obligation pour l'auteur du texte de déterminer les avantages du nouveau texte		Obligation formelle pour l'auteur du texte de prouver que les avantages du nouveau texte en justifient les coûts	
	Textes législatifs	Textes réglementaires	Textes législatifs	Textes réglementaires	Textes législatifs	Textes réglementaires	Textes législatifs	Textes réglementaires	Textes législatifs	Textes réglementaires
Allemagne	■	■	■	■	■	■	■	■	●	●
Australie	▲	▲	▲	▲	■	■	▲	▲	▲	▲
Autriche	■	■	■	■	■	■	■	■	●	●
Belgique	■	■	■	■	■	■	■	■	●	●
Canada	■	■	■	■	■	■	■	■	●	■
Chili	●	●	●	●	■	●	■	■	●	●
Corée	■	■	■	■	■	■	■	▲	●	●
Danemark	■	●	■	■	■	■	■	●	●	●
Espagne	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Estonie	■	■	■	■	■	■	■	■	●	●
États-Unis	×	▲	×	▲	×	▲	×	▲	×	▲
Finlande	■	■	■	■	■	▲	■	▲	●	●
France	■	▲	■	▲	■	▲	■	▲	●	●
Grèce	■	▲	■	●	■	▲	■	▲	●	●
Hongrie	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Irlande	■	■	■	▲	■	■	■	■	●	●
Islande	■	■	■	■	■	■	■	●	■	●
Israël	■	■	●	■	■	■	■	■	●	●
Italie	■	■	■	■	■	■	■	■	●	●
Japon	▲	▲	▲	▲	■	■	▲	▲	●	●
Luxembourg	■	■	●	●	■	■	●	●	●	●
Mexique	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Norvège	■	■	■	■	■	■	■	■	●	●
Nouvelle Zélande	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Pays-Bas	■	▲	■	▲	■	▲	●	●	●	●
Pologne	■	■	■	■	■	■	■	■	●	●
Portugal	■	■	■	■	■	■	●	●	●	●
République slovaque	■	■	■	■	■	■	■	■	●	●
République tchèque	■	■	■	▲	■	■	■	■	●	●
Royaume-Uni	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Slovénie	■	■	■	■	■	■	▲	▲	●	●
Suède	■	■	▲	▲	■	■	■	■	●	●
Suisse	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Turquie	■	■	■	■	■	●	■	●	■	●
UE	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲
Total OCDE										
■ Pour tous les textes	30	22	26	16	30	24	24	17	6	6
▲ Pour les textes importants	2	6	3	8	0	5	3	8	1	2
■ Pour certains textes	0	4	1	7	3	3	3	3	2	1
● Jamais	1	2	3	3	0	2	3	6	24	25
× Sans objet	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0


Source : OCDE (à paraître), *Perspectives de la politique de la réglementation 2015*, à la lumière des résultats de l'enquête 2014 de l'OCDE sur les indicateurs en matière réglementaire.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933348429>

8.6. Contrôle du processus d'AIR (2014)

Il existe, à l'extérieur du ministère auteur du texte, un organe officiel chargé d'examiner la qualité de l'analyse d'impact	Un organe de contrôle peut rejeter l'analyse d'impact s'il la juge non satisfaisante	
	Textes législatifs	Textes réglementaires
AUS, AUT, BEL, CAN, CZE, DNK, EST, FRA, DEU, GRE, ICE, ITA, KOR, LUX, MEX, NDL, NZL, POL, SVK, ESP, SWE, CHE, TUR, GBR, USA, Union Européenne	AUS, CAN, AUT, CZE, EST, FRA, DEU, ICE, ITA, KOR, MEX, NDL, NZL, POL, SVK, ESP, GBR, Union Européenne	AUS, AUT, CAN, CZE, EST, FRA, DEU, ITA, KOR, MEX, NDL, NZL, SVK, ESP, GBR, USA, Union Européenne
26	18	17

Source : OCDE (à paraître), *Perspectives de la politique de la réglementation 2015*, à la lumière des résultats de l'enquête 2014 de l'OCDE sur les indicateurs en matière réglementaire.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933348437>



Extrait de :
Government at a Glance 2015

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Analyse d'impact de la réglementation », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-39-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.